

Un mensonge d'État pour attirer l'Autorité Bancaire Européenne en France

Lundi 20 novembre 2017 : Paris va accueillir le siège de l'Autorité Bancaire Européenne lorsque celle-ci ne sera plus en Grande-Bretagne. Cette nouvelle¹ est saluée comme une victoire de la France, à l'instar d'un match de foot.

Pourtant, c'est un tirage au sort qui a fait la décision à Bruxelles, parce les votes des ministres n'avaient pas permis d'emporter la décision. Les qualités de Paris n'étaient pas suffisantes pour l'emporter sans un coup de chance, malgré « l'engagement fort » des collectivités diverses et de l'Etat (Anne Hidalgo, maire de Paris).

Cet « engagement fort » a même été exagéré dans un document, diffusé par le Conseil de l'Union européenne, en français et en anglais. Sa première page porte le logo du gouvernement français. Il commence par des photos et des textes signés d'Emmanuel Macron, président de la République, des ministres Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire, mais aussi de Valérie Pécresse, présidente de la région Île de France, et de Anne Hidalgo, maire de Paris. Ce document engage donc les responsables de la République française.

Sa dernière page vante l'attractivité de Paris pour les salariés de l'ABE et leurs familles, avec diverses affirmations plus ou moins crédibles.

La version en français² indique « 3 Parisiens sur 5 parlent anglais », sans indication sur le niveau dans cette langue. On peut imaginer que 3 Parisiens sur 5 ont subi des leçons d'anglais dont il leur reste quelque chose. Dans la version en anglais³, il est dit « 3 out of 5 Parisians speak good English », c'est à dire « trois Parisiens sur cinq parlent bien l'anglais », ce qui est un mensonge, bien relevé par le journal Evening Standard⁴.

L'enquête Eurobaromètre de 2012⁵ sur les langues indique que 34 % des Français parlent assez bien l'anglais pour participer à une conversation, que 26 % comprennent assez bien l'anglais pour suivre les nouvelles à la radio ou à la télévision, et que 32 % sont capables de lire des articles dans des journaux et des magazines.

En 2015, le journal La Tribune⁶ indiquait que seul un cadre français sur cinq parle couramment l'anglais. On est loin des « trois sur cinq » de la publicité gouvernementale.

Ces mensonges institutionnels entretiennent la défiance.

Le mensonge des autorités françaises décrédibilise ces autorités, et donc l'ensemble du pays.

Les personnels de l'Autorité bancaire européenne et leurs familles vont être déçus.

Les Parisiens aussi vont être déçus de ne pas être à la hauteur. Beaucoup vont penser faire partie de la minorité, des deux cinquièmes qui ne parlent pas bien anglais. Ils vont peut-être rester dans leur coin, sans se montrer. Ils vont peut-être prendre des cours pour améliorer leur niveau, ce qui va faire les affaires des multiples officines et vendeurs de langue anglaise. Ils vont peut-être garder leur honte et leur colère dans leur coeur, et mettre un bulletin de vote « europhobe » dans l'urne à une prochaine occasion, pour se défouler.

Ces mensonges institutionnels ne servent ni l'Europe, ni la France.

Pierre Dieumegard, président de Europe-Démocratie-Espéranto

1 <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/11/20/20002-20171120ARTFIG00332-paris-remporte-le-siege-de-l-autorite-bancaire-europeenne.php>

2 <http://www.consilium.europa.eu/media/21798/paris-eba-offer-fr-3.pdf>

3 <http://www.consilium.europa.eu/media/21799/paris-eba-offer-en.pdf>

4 <https://www.standard.co.uk/news/londoners-diary/londoners-diary-signor-monti-wants-the-eu-to-steal-english-a3697291.html>

5 <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/56905>

6 <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20150123tribd2309fa5b/seul-un-cadre-francais-sur-cinq-parle-couramment-l-anglais.html>